



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



SEF

CONSEIL SÉNÉGALAIS DES FEMMES

Renforcement des capacités et organisation d'un dialogue politique des institutions nationales et locales du Sénégal sur l'égalité de genre et les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire



Présentation d'une expérience d'impulsion de la prise en compte de l'égalité de genre dans les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire

JANVIER 2023

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la Présidente	3
Contexte	3
Objectifs et Activités du projet	4
Résultats du projet	6
Défis du projet	7
Leçons apprises	7
Conclusion	8
Présentation COSEF	9

ACCRONYMES

BPSG : Budget Participatif Sensible au Genre

CEDEAO: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

COSEF: Conseil Sénégalais des Femmes

FAO: L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Mot de la Présidente du COSEF



Rokhiatou GASSAMA

Présidente nationale du Conseil
Sénégalais des Femmes
(COSEF)

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a porté son choix sur notre ONG, le Conseil Sénégalais des Femmes (COSEF), pour la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités et d'organisation d'un dialogue politique des institutions nationales et locales du Sénégal sur l'égalité de genre et les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les activités de l'intervention ont été menées sur une période de douze mois, en 2022.

Pour la mise en œuvre de cette initiative, le COSEF a mobilisé les élu-es des collectivités territoriales et des représentant-es des structures déconcentrées de l'Etat, des parlementaires et divers acteurs de la société civile. Ce large partenariat a permis la réalisation des activités et l'atteinte des résultats présentés dans ce document de présentation de l'expérience. C'est ainsi le lieu pour le COSEF de remercier l'ensemble des parties prenantes, en premier lieu la FAO, mais également le Président du Réseau des Parlementaires de la CEDEAO, les Maires et Conseiller-es municipaux (les) des Communes de Golf Sud, Kaffrine, Kayar, Kounghoul, Joal-Fadiouth, Ndiob, Notto Diobass, et l'ensemble des acteurs publics et privés qui ont contribué au succès de ce projet.

Le présent document, qui a pour objet de présenter les réalisations, défis et leçons apprises de cette expérience, est également un témoignage de cette contribution. Mais il nous permettra surtout, nous l'espérons, de mieux capitaliser les acquis et apprentissages, et asseoir les bases de la pérennisation et de la dissémination.

Très bonne lecture !

La communauté internationale est en train de préparer le deuxième Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition, qui se tiendra en 2023 et qui mettra un accent particulier sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes comme condition nécessaire pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable 2 sur la Faim Zéro. Ce Sommet fera suite au choix par l'Union Africaine du thème suivant pour 2022 l'Année de la Nutrition : Renforcer la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sur le continent africain : Renforcer les systèmes agroalimentaires, la santé et les systèmes de protection sociale pour l'accélération du développement du capital humain, social et économique.

Auparavant, en 2021, le Sommet Mondial sur les Systèmes Alimentaires a rappelé l'urgence de la mise en place de systèmes alimentaires plus efficaces, inclusifs, résilients et durables. Le Sommet a également soulevé l'importance de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes à travers la Coalition « Faire en sorte que les systèmes alimentaires fonctionnent pour les femmes et les filles ».

Il s'avère en effet urgent de combler le fossé entre les hommes et les femmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui continue à se creuser. Dans toutes les régions du monde, y compris au Sénégal, l'insécurité alimentaire est plus répandue chez les femmes que chez les hommes. Les femmes et les filles sont plus susceptibles de souffrir de diverses formes de malnutrition, notamment la dénutrition, les carences en micronutriments, le surpoids, l'obésité et l'anémie.

Avec l'épidémie de COVID-19, l'écart de genre en matière de sécurité alimentaire et de nutrition s'est considérablement accru, les femmes ayant été touchées de manière disproportionnée par la crise économique déclenchée par la pandémie et par les mesures visant à la contenir.

Objectifs & Activités du Projet

L'objectif de cette intervention était de favoriser la prise en compte de l'égalité de genre dans les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire à travers le renforcement des capacités sur le budget participatif sensible au genre dans les collectivités territoriales au niveau local et au niveau de l'Assemblée nationale, et le dialogue politique avec les parlementaires du Sénégal.

Les activités majeures prévues par le projet étaient les suivantes :

Réaliser des supports de communication et modules de formation sur le Budget Participatif Sensible au Genre et le renforcement de compétences organisationnelles et de gestion des groupements de femmes actifs dans les chaînes de valeur agricoles



Cérémonie remise Equipements Groupement de femmes de Golf Sud

Renforcer les capacités économiques des femmes rurales dans les 5 collectivités territoriales ciblées ayant bénéficié de la formation sur le Budget Participatif Sensible Genre



Atelier de Renforcement des capacités du Groupement de femmes Ndiob

Renforcer les capacités des élus locaux hommes et femmes sur le Budget Participatif Sensible au Genre au niveau des 7 collectivités territoriales ciblées pour un système agroalimentaire efficient et inclusif



Atelier de renforcement des capacités des femmes de Koungeul

Organiser un dialogue politique de haut niveau d'une journée ciblant les parlementaires et toutes les parties prenantes du projet, les organisations de la société civile, les partenaires de la FAO, les ministères sectoriels et les décideurs



Atelier de formation sur le BPSG
Commune de Notto. Diobass



Cérémonie remise Equipements au
Groupement de femmes de Joal

Organiser un atelier de deux jours destiné aux parlementaires sur les aspects relatifs à l'équité et à l'égalité de genre dans les systèmes alimentaires.



Cérémonie d'inauguration de la pompe
solaire du puits à Kaffrine (Nganda)



Atelier de formation sur le BPSG
Commune de Kayar

En raison du contexte politique national, les activités de dialogue politique et de renforcement de capacités avec l'Assemblée nationale ont été remplacées en cours d'exécution par une étude sur les besoins de renforcement des parlementaires pour l'intégration du genre dans la budgétisation nationale.

Activités réalisées par le projet par Collectivité territoriale

Collectivité Territoriale	Formation des élus sur le BPSG	Formation en gestion et Dotation d'équipement ou réalisation d'investissements pour les groupements de femmes
Ndiob	50 formés dont 22 femmes	21 femmes formées ; Pompe solaire pour l'accès à l'eau productive
Joal	81 formés dont 36 femmes	21 femmes formées ; Equipements de transformation agro-alimentaire
Golf Sud	82 formés dont 45 femmes	22 femmes formées ; Equipements de transformation agro-alimentaire
Koungheul	56 formés dont 26 femmes	21 femmes formées ; Equipements de transformation agro-alimentaire
Kaffrine	65 formés dont 37 femmes	31 femmes formées ; Pompe solaire pour l'accès à l'eau productive
Notto Diobass	58 formés dont 26 femmes	21 femmes formées ; Equipements de transformation agro-alimentaire
Kayar	67 formés dont 35 femmes	21 femmes formées ; Equipements de transformation agro-alimentaire
Total de 7 CTs	Total de 459 formés (313 élus et 146 acteurs de la société civile) dont 227 femmes (49%)	158 femmes formées et qui ont bénéficié d'équipements et d'installations d'une valeur totale de plus de 12 millions de Francs CFA

Résultats du projet

En dépit de la courte durée du projet, des résultats intéressants ont été enregistrés :

Connaissances renforcées pour 459 élu-es et autres acteurs locaux, dont 227 femmes dans 7 collectivités territoriales.

Renforcement des compétences organisationnelles et de gestion de 158 femmes membres de 7 groupements féminins actifs dans les chaînes de valeur agricoles

Augmentation de la visibilité du COSEF sur la situation et les besoins d'accompagnement des groupements de femmes actives dans les chaînes de valeur agricoles

Adoption et utilisation de l'approche du BPSG, ou meilleure prise en compte du genre dans les processus de budgétisation de fin 2022 par les collectivités territoriales participantes

Identification et analyse des besoins de renforcement de capacités des parlementaires pour l'intégration du genre dans les processus de budgétisation nationale.

Success Story

La Commune de Kounghoul à l'heure du Budget participatif sensible au genre

Les conseillers de la Commune de Kounghoul ont bénéficié de la formation sur le Budget Participatif Sensible au Genre. A l'issue de l'élaboration du budget 2023 de la collectivité territoriale, le 1er Adjoint au Maire a déclaré que « à la suite de la formation sur le BPSG, nous avons plus de sensibilité sur les besoins spécifiques des femmes et des personnes handicapées. Ainsi lors de ce budget 2022, nous avons réservé une enveloppe de 10.000.000 de Francs CFA pour le financement des activités économiques des femmes. Nous avons aussi développé d'autres formes d'appui pour la Carte d'Egalité de chance des personnes handicapées. »

Défis du projet

Les principaux défis du projet ont été liés à la courte durée de l'intervention et au contexte politique national marqué par une succession d'élections locales et nationales, les conflits et la session budgétaire à l'Assemblée nationale qui n'ont pas permis la mise en œuvre des activités initialement prévues avec le parlement.

Leçons apprises

Un intérêt marqué des collectivités territoriales sur les approches de budgétisation participatif sensible au genre

Le besoin d'un accompagnement continu des collectivités territoriales dans la gestion des processus de mise en œuvre du budget participatif sensible au genre

La démarche de formation orientée résultats, avec à la clé l'élaboration par les conseillers municipaux et les autres participants issus de la société civile locale d'un plan d'actions de mise en œuvre de l'approche du budget participatif sensible au genre, permet d'en impulser et d'en faciliter l'application

L'efficacité de l'approche de renforcement de capacités des femmes basée sur une identification précise des besoins, l'apprentissage par l'action (ex. calcul par les femmes, lors des ateliers, du coût de revient de leurs produits et définition de prix de vente adéquats) et sur des conseils, orientations et mise en relation pour la prise en charge de leurs besoins majeurs (ex. formalisation des groupements)

L'importance dans le cadre des interventions d'allier les activités de renforcement de compétences avec des investissements productifs pour l'allégement des tâches et le développement de la productivité des femmes actives dans les chaînes de valeur agricoles

La nécessité pour les organisations de la société civile telles le COSEF d'accroître leur visibilité sur la situation et les besoins d'accompagnement des groupements de femmes entrepreneures, en particulier celles actives dans les chaînes de valeur agricoles en milieu rural.

L'absence de maîtrise des modalités de développement de plaidoyer faisant valoir l'intégration des questions de genre lors de l'examen des lois de finances (budget) conduit à ignorer les intérêts des femmes dans les choix budgétaires.

La connaissance, par les parlementaires, des enjeux et défis de l'intégration des questions de genre dans l'approche Budget Programme utilisée désormais pour l'élaboration des projets de budget est nécessaire pour des débats orientés sur l'efficacité de la dépense publique au regard des intérêts respectifs des femmes et des hommes.

Success Story 2

Le Groupement de Femmes « Sargal sa Dieukeur» de Joal accroît sa production et lance un nouveau service

Le groupement « Sargal sa Dieukeur » de Joal compte plus de 250 femmes, parmi lesquelles une vingtaine ont été choisies pour bénéficier d'une formation en organisation et gestion, dans le cadre de l'activité du projet de renforcement des capacités économiques des femmes rurales.

A l'issue de cette formation, le Groupement a bénéficié d'un appui en matériel constitué d'un moulin à mil, d'une décortiqueuse à mil et d'un cuiseur à gaz.

A la suite de la formation, le groupement s'est organisé pour rentabiliser l'investissement. La Présidente du groupement, Mme Awa Diagne informe que « le groupement a aujourd'hui doublé sa production journalière, mais offre également un service de traitement du mil pour d'autres groupements et particuliers de la communauté, leur permettant ainsi de générer des revenus supplémentaires ... ».

CONCLUSION

L'expérience du projet a été fort intéressante pour les parties prenantes. Ainsi, malgré la courte durée de l'intervention, des résultats probants ont été obtenus, confirmant la pertinence de l'intervention. Les leçons apprises de l'expérience devraient être prises en compte dans le design de futures interventions. En tout état de cause, le COSEF compte poursuivre le suivi des effets et impacts du projet, en particulier au niveau des collectivités territoriales pour le budget participatif sensible au genre, et au niveau du renforcement de capacités des groupements de femmes soutenues.

PRÉSENTATION DU CONSEIL SÉNÉGALAIS DES FEMMES (COSEF)

Le COSEF est une des premières grandes associations de femmes du Sénégal, engagé dans le renforcement de la participation politique des femmes et, d'une manière générale, dans la promotion de l'accès des femmes aux instances et processus de prise de décision et initiateur de la loi sur la Parité votée en 2007 et en 2010;

- Elle regroupe en son sein des personnalités féminines et des jeunes issues des différents partis politiques de la majorité et de l'opposition ainsi que celles des organisations de la société civile et toutes engagées autour de "l'ESPRIT COSEF";
- Date de création : le 11 mars 1995 suite à deux journées d'études et de réflexion sur : « Femmes en démocratie au Sénégal » sous l'égide de l'Institut Africain pour la Démocratie (IAD) en 1994.

NOTRE VISION

Un Sénégal où les hommes et femmes participent ensemble à la prise de décision pour un développement durable.

Dans les 5 prochaines années, le COSEF se fixe comme objectif de contribuer à une augmentation sensible de la présence des femmes au niveau du leadership des institutions politiques, sociales et économiques, au niveau des Collectivités territoriales et au niveau national.

NOS MISSIONS PRINCIPALES

NOS MISSIONS PRINCIPALES

- La promotion de l'accès des femmes aux instances et processus de décision ;
- La promotion de l'amélioration du statut des femmes par le respect de leurs droits fondamentaux et inaliénables ;
- La promotion de l'éducation, de la formation et de l'information des femmes ;
- La promotion de la recherche-action sur le genre.

NOTRE EXPÉRIENCE

Le COSEF, une expérience de plus de 25 ans dans le plaidoyer et le renforcement de capacités des femmes pour la promotion de leur accès aux instances prise de décision :

- En 2010, la Campagne « Avec la parité, consolidons la démocratie » impulsée par le COSEF en collaboration avec toutes les organisations de femmes, a abouti au vote de la loi instituant la parité absolue Homme-Femme dans toutes les institutions totalement ou partiellement électives ainsi que son décret 2011-819 du 16 juin 2011 portant application de la loi sur la parité absolue Homme-Femme
 - Le COSEF a également développé plusieurs programmes de renforcement de capacités des femmes et des hommes issues des partis politiques, des Institutions, de la société civile au niveau national et dans les collectivités territoriales;
 - En 2006, il a créé le comité de suivi pour la parité, un cadre d'appui à l'action pour la parité, qui regroupe plus de 60 organisations partenaires et de tous les partis politiques,
 - De 2009 à nos jours, les capacités de plus de 5000 bénéficiaires, dont plus de 4000 femmes et jeunes femmes ont été renforcées sur différentes thématiques à travers les 14 régions du Sénégal ;
 - Le COSEF a mis en place plus de 30 cadres de concertation citoyennes dans les différentes communes d'intervention et former les élus-ues sur le budget participatif sensible au genre ;
- Le COSEF a été choisi pour porter le message des organisations de femmes de la société civile au forum génération égalité de juin 2021 ;
- Le COSEF est membre de plusieurs organisations nationales et sous régionales;
 - Le COSEF est membre de la Commission nationale de Gouvernance/MAEP/UA, du Dialogue national, du PGO
 - Le COSEF travaille en partenariat avec : Fondation Friedrich Ebert, Union Européenne, ONUFEMMES, AECID, AJWS, ACCP, CEDEAO, NDI, WEDO, ROFAF, ONP, CARREFOUR INTERNATIONAL, CECI/VLF, AECID, ACPP...
 - Avec les OSCs et autres partenaires: Ajs, Clvf, Réseau siggil jigéen, plateforme des acteurs non étatiques, Sysc, Repsfeco, Enda ecopop, Fafs, Fawe, Afao, Aprofes, Hom Dedff, Raddho, Cosapere, réseau de veille et d'alerte pour la parité, plateforme pour la paix en Casamance, Cosce, et tant d'autres."

Ecrit Par :

M. Ousmane Mamadou Ndack Ndoeye

(Consultant en développement et gestion de projets)

omndoye@gmail.com // omndoye@socialhubwestafrica.com

Design & Print By **Authentico**

© COSEF, Janvier 2023